

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DU 1 JUILLET 2019 CONCLUE AU SEIN
DE LA COMMISSION PARITAIRE
AUXILIAIRE POUR LES EMPLOYES
RELATIVE AU REGIME DE CHOMAGE
AVEC COMPLEMENT D'ENTREPRISE E
EXECUTION DE LA CCT N° 130, CCT N°
131, CCT N° 138, CCT N° 139, CCT N° 13
ET DE LA CCT N° 140 CONCLUES AU
SEIN DU CONSEIL NATIONAL DU
TRAVAIL**

Chapitre I^{er} : champ d'application

Art. 1.

§ 1.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et employés des entreprises relevant de la compétence de la Commission Paritaire Auxiliaire pour les employés.

§ 2.

On entend par "employés", les employés masculins et féminins.

Chapitre II : législation applicable

Art. 2.

La présente convention collective du travail est conclue

- en exécution de l'article 2 §1 jusqu'à §3 de la Convention collective de travail N° 130 du 23 avril 2019 « fixant, pour 2019 et 2020, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail »
- et de la Convention collective de travail n° 131 du 23 avril 2019 « fixant à titre interprofessionnel pour 2019 et 2020, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail ».
- et de la Convention collective de travail N° 132 du 23 avril 2019 « fixant, à titre interprofessionnel

- pour 2019-2020, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd ».
- et de l'article 2 §1 jusqu'à §3 de la Convention collective de travail N° 138 du 23 avril 2019 « fixant, pour la période du 1 janvier 2021 au 30 juin 2021, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail »
- et de la Convention collective de travail n° 139 du 23 avril 2019 « fixant à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés qui ont travaillé 20 ans dans un régime de travail de nuit, qui ont été occupés dans le cadre d'un métier lourd ou qui ont été occupés dans le secteur de la construction et sont en incapacité de travail ».
- et de la Convention collective de travail N° 140 du 23 avril 2019 « fixant, à titre interprofessionnel pour 2021 et 2022, l'âge à partir duquel un régime de chômage avec complément d'entreprise peut être octroyé à certains travailleurs âgés licenciés, ayant été occupés dans le cadre d'un métier lourd ».

Chapitre III : licenciement

Art. 3.

L'indemnité complémentaire, instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, est octroyée aux employés qui sont licenciés pour des raisons autres que le motif grave et qui satisfont aux conditions citées ci-après.

Chapitre IV : conditions d'âge et d'ancienneté

Art. 4.

La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, modifiée par la CCT nr 17 tricies sexies du 27 avril 2015, est abaissée à 59 pour les employés licenciés

- pour autant que la personne concernée remplisse les conditions prévues par la CCT N° 130 et CCT N° 138 du CNT, notamment comme prévu dans l'article 7, à savoir une carrière professionnelle d'au moins 33 ans, dont
 - Au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1^{er} de la convention collective de travail N° 46 du 23 mars 1990 au moment de la fin du contrat de travail
 - Soit pendant au moins 5 ans durant les 10 dernières années calendrier avant la fin du contrat de travail, soit pendant au moins 7 ans durant les 15 dernières années calendrier avant la fin du contrat de travail dans un métier lourd défini à l'article 7 de la CCT N° 130 et de la CCT N° 138.Ces périodes sont calculées de date à date.
- Et, en outre, au moins 10 ans chez l'employeur.

La condition d'âge de 59 ans susmentionnée doit être remplie au plus tard au 30 juin 2021 et, de plus, au moment de la fin du contrat de travail.

Art. 5.

La condition d'âge de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, modifiée par la CCT nr 17 tricies sexies du 27 avril 2015, est abaissée à 59 pour les employés licenciés

- pour autant que la personne concernée remplisse les conditions prévues par la CCT N° 132 et de la CCT N° 140 du CNT, conclue en exécution de l'article 3§3, alinéa sept

et huit de l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise, à savoir une carrière professionnelle d'au moins 35 ans, dont

- pendant au moins 5 ans durant les 10 dernières années calendrier avant la fin du contrat de travail, soit pendant au moins 7 ans durant les 15 dernières années calendrier avant la fin du contrat de travail dans un métier lourd défini à l'article 3§3 de l'Arrêté Royal du 3 mai 2007 fixant le régime de chômage avec complément d'entreprise. Ces périodes sont calculées de date à date.
- Et, en outre, au moins 10 ans chez le dernier employeur.

La condition d'âge de 59 ans susmentionnée doit être remplie au plus tard au 30 juin 2021 et, de plus, au moment de la fin du contrat de travail.

Chapitre V : application de la CCT n° 17 du 19 décembre 1974 du CNT

Art. 6.

Tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans la présente convention collective de travail est régi par les dispositions de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 du Conseil national du travail, et notamment l'article 4 bis qui prévoit le maintien de l'indemnité complémentaire au profit du travailleur dans le régime de chômage avec complément d'entreprise qui reprend le travail en tant que salarié ou en tant qu'indépendant à titre principal.

Chapitre VI : durée de validité

Art. 7.

La présente convention collective de travail est conclue pour une période déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2021.